



## Mais où est le loup?

Par [Philippe Huysmans](#)

Mondialisation.ca, 02 mai 2020

[Le vilain petit canard](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Économie](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Ceux qui ont suivi mes articles publiés depuis le 22 mars dernier au sujet du Covid19 auront réalisé que j'avais compris très tôt que non seulement le confinement n'a aucun sens en soi (ce que le recul [nous permet de confirmer](#)), mais que la maladie elle-même ne justifiait absolument pas de suspendre les droits qui vous sont garantis par la constitution. J'avais dès le début pointé du doigt le crash boursier majeur qui s'était produit le 9, puis le 12 mars comme étant la cause probable de cette véritable opération de guerre psychologique contre les peuples.

Affolées, les élites mondialisées n'ont trouvé pour tout expédient que d'étouffer à mort l'économie réelle pour pouvoir imputer, après coup, la responsabilité de l'effondrement global à un malheureux petit virus. Selon moi, c'est à tout le moins un crime de haute trahison, et je crois que tôt ou tard, ils auront à rendre des comptes pour cette infamie qui ne fera qu'ajouter au fardeau des citoyens.

Et parce que c'est dans les vieilles casseroles qu'on fait le meilleur bouillon, et puis aussi parce que nos gouvernant n'ont pas la plus petite idée de comment ils pourraient s'en tirer autrement, il y a tout lieu de penser qu'ils appliqueront à cette crise la méthode dont ils avaient usé pour tenter d'endiguer les conséquences de la crise de 2008.

Seulement voilà, repousser l'effondrement mondial du système néolibéral ne sera possible qu'au prix de vous ruiner, littéralement. Je ne parle pas de prélever un petit impôt covid, non, je parle de vous amputer de 50% de vos avoirs et de diviser vos revenus à venir par deux. À côté de ça, la situation dans laquelle la Troïka avait laissé la Grèce vous paraîtra presque enviable. Le monde d'après, ce sera l'esclavage, et la dictature à tous les étages, histoire de parer à toute velléité de rébellion.

Pour comprendre ce qui va se passer, vous aurez besoin de comprendre comment fonctionne le principe de création monétaire. Alors évidemment, je vois d'ici les économistes de salon qui vont vous expliquer doctement que « tout ça, c'est très compliqué, ma petite dame ! », sauf qu'il n'en est rien.

Qu'est-ce que la monnaie ?

En principe, c'est un véhicule représentant une valeur, aisément convertible en produits/services. Aussi bizarre que cela puisse vous paraître, c'est aussi *un produit comme un autre*. Sa valeur est déterminée avant tout par son abondance, ou par sa rareté. Et de même nous pourrions payer nos marchandises en sacs de sable, il se trouve que ce n'est pas des plus commode à transporter, et que tout le monde n'est pas forcément prêt à vous échanger un pain contre un sac de sable.

Idéalement, la quantité de monnaie en circulation dans un pays devrait représenter la somme de toutes ses ressources de valeur : la force de travail de la population, les infrastructures, et (à la marge désormais), les réserves de métaux précieux à laquelle cette monnaie serait adossée.

Ainsi, si dans un pays vous avez trop peu de monnaie en circulation pour représenter valablement la richesse de ce pays, la monnaie est surévaluée, et l'économie peut entrer en récession. Si au contraire vous en avez trop, eh bien le montant total de la monnaie en circulation excède la valeur réelle des richesses, et en pareil cas, l'inflation s'installe, voire l'[hyperinflation](#).

Oui mais me direz-vous, si l'on distribue à tout le monde 1 million d'Euros pour les dépenser, l'équilibre interne n'est pas rompu. C'est vrai mais l'évaluation d'une monnaie se fait essentiellement en la comparant aux autres (richesses des voisins). Ainsi, si avec votre million si facilement gagné vous alliez en Suisse pour y acheter une somptueuse résidence secondaire, il y a tout lieu de penser que les Suisses la trouveraient rapidement saumâtre. La valeur d'une monnaie c'est le prix que les autres sont prêts à payer pour l'obtenir, exactement comme pour n'importe quelle marchandise. Et ceci vaut également en interne. Si les banques centrales font tourner la planche à billet pour ne faire *que racheter le secteur privé* (soit les banques et les grosses capitalisations boursières), cela revient tout de même à prendre l'argent dans votre poche pour l'offrir à ces seuls bénéficiaires.

## Le processus de création monétaire

Historiquement, il s'appuie sur deux leviers que sont la création monétaire par la banque centrale et la création monétaire par le crédit.

### Création monétaire par la banque centrale

Avant le Traité de Lisbonne, les États européens avaient recours à leur banque centrale, en principe publique, pour créer ou détruire la monnaie pour adapter le volume en circulation à la réalité. Ainsi, en cas de croissance économique de mettons 3%, celle-ci mettait en circulation 3% de masse monétaire pour garder le système à l'équilibre. En cas de récession, elle en détruisait à concurrence des pertes. Il est important que ce système garantissait une certaine souplesse, et qu'il était par essence, gratuit.

### Création monétaire par le crédit

Lorsque vous contractez un crédit auprès de votre banque pour acheter un bien immobilier, par exemple, et contrairement à une idée reçue, le banquier ne descend pas au coffre pour aller chercher la somme à vous prêter, mais il s'agit d'un simple jeu d'écriture. À partir de rien, il crée tout à la fois une dette (pour vous) et un crédit (pour lui). Ce faisant il a augmenté la masse monétaire en circulation. Au fur et à mesure du remboursement du crédit, les montants remboursés annuleront une partie de la dette pour qu'à la fin le banquier n'ait plus en mains que la somme des intérêts remboursés qui eux, ne proviennent pas de la création monétaire, mais de votre apport personnel, c'est ainsi qu'il se rémunère.

### Traité de Lisbonne (TFUE)

Son article 123 interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales nationales d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions européennes et aux États.

Oui vous avez bien lu, le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne stipule qu'il est interdit aux États de se financer ailleurs que sur les marchés privés. Ils sont donc contraints de se tourner vers le marché, vers les banques privées qui ne manqueront pas de prélever des intérêts plantureux lors de l'opération.

À titre d'information voici un lien vers une [vidéo bien ficelée](#) (durée 10"35) qui vous explique tout à la fois le principe de la création monétaire, et la dette publique.

## Service de la dette

Lorsqu'en 2008 les marchés financiers se sont effondrés, suite à la crise des subprimes, et que les banques se sont vues happées dans une crise de liquidités sans précédent, le seul ressort des autorités financières que sont la FED (Banque Fédérale US) et la BCE (Banque Centrale Européenne) a été de baisser les taux directeurs afin que le service de la dette ne devienne pas insurmontable et que les États ne tombent pas en faillite les uns après les autres en raison de la charge des intérêts s'ajoutant au remboursement de dettes déjà colossales. En effet, le resserrement des crédits (credit crunch), en raison de la méfiance des acteurs bancaires avait poussé ceux-ci à être extrêmement frileuses s'agissant de prêter aux États (et même entre elles), faisant exploser (par le biais des agences de notations) les montants à rembourser au titre des seuls intérêts. S'en est suivi une logique crise des liquidités, et la crainte d'un blocage total, puis d'un effondrement de l'économie mondiale.

Ne parvenant pas à éteindre l'incendie, les banques centrales se sont mises à faire tourner la planche à billets à plein régime pour racheter des titres de dettes aux acteurs financiers, notamment des bons du trésor ou des obligations d'entreprise. Oui, vous avez bien lu, ils ont soutenu massivement les banques en rachetant leurs actifs parfois tout pourris avec votre argent, puisque vous savez maintenant que lorsqu'on augmente la masse monétaire sans ajouter de valeur, on diminue globalement la valeur de la monnaie (vos économies, vos revenus, la valeur réelle de chaque euro en circulation).

Et tout ça, avec votre argent, emballé dans un terme joliment technique baptisé *quantitative easing*. En gros, c'est le pire du communisme et le pire du capitalisme, tout-en-un, puisqu'on privatise les bénéfiques et que l'on communautarise les pertes.

Qu'est-ce qui nous attend ?

Eh bien, à dire vrai, rien de bien plaisant, en fait. J'espère qu'au premier jour du confinement vous n'avez pas oublié de dire au revoir à vos droits constitutionnels, comme l'on dit au revoir à ses enfants avant de partir pour un long voyage, parce que vous n'êtes pas près de les revoir. Pas question que le pouvoir laisse à la plèbe la plus petite opportunité de renverser dans la rue ce qu'elle a décidé pour vous dans l'ambiance feutrée des boudoirs. Oh on vous laissera bien sortir, en laisse, plus ou moins, mais à la première petite bronca, ce sera à la niche, et à double tour (le retour du Corona). Accessoirement, et pour la même raison, on ne vous rendra pas le droit à vous assembler pacifiquement pour manifester, et l'on mettra tant et plus d'outils en circulation pour vous traquer jusque dans les moindres retranchements de votre vie privée.

D'un point de vue économique, la perspective est encore nettement moins réjouissante. À l'issue du déconfinement (toujours partiel et conditionné) ce ne sera probablement pas moins de 40% des petites et moyennes entreprises qui seront en dépôt de bilan, laissant

dans leur sillage des dizaines de milliers d'emplois sur le carreau, diminuant d'autant les ressources financières que l'État devra compenser : où iront-ils chercher l'argent ? Ils iront l'emprunter sur les marchés, pardi, augmentant considérablement la charge de la dette.

Les grosses entreprises, elles, seront aidées, à coup de centaines de millions, qu'on ira chercher sur les marchés financiers, et il se trouvera des idiots parfaits pour applaudir quand l'État annoncera qu'il « prend ses responsabilités et nationalise » des entreprises comme Air-France, par exemple. Cela aussi revient à vous prendre directement l'argent dans votre poche pour le donner aux milliardaires.

Les défauts s'ajoutant aux défauts, les réassureurs tomberont comme des mouches, avec, en bout de ligne, les banques...

Mais les banques ne tomberont pas

Tout simplement parce que leur chute signifierait la révolution dans les 48h et que nos dirigeants sont parfaitement capables de comprendre que cela signifierait leur lynchage sans autre forme de procès, or d'une manière générale, ils sont très attachés à leur intégrité (physique) et répugnent à la violence (surtout quand elle serait tournée vers eux).

Alors on vous serine que depuis 2009, on a compris la leçon, et qu'en cas de faillite bancaire, un mécanisme européen a été mis en place pour garantir les dépôts des épargnants à concurrence de 100.000 EUR... Mais ce qu'on oublie de vous dire c'est que ces fonds sont très, très insuffisamment abondés ne serait-ce que pour faire face à la faillite d'une seule banque. Pour la Belgique, j'avais [écrit et détaillé ceci dans un article en 2016](#), pour la France, il me semble qu'on tourne autour de 4 milliards (même pas libérables immédiatement) pour un total à couvrir de 2200 milliards. Quand on sait que pour la seule BNP-PARIBAS cela représente plus de 800 milliards on se demande de qui on se moque, à moins que ?

À moins que les banques, sûres du fait que l'État, pour les raisons que je mentionnais, ne peut en aucun cas se permettre de les laisser tomber, en serait réduit à emprunter autant que nécessaire pour les maintenir à flot, avec l'aide de la BCE qui continuera à imprimer tant et plus de fausse monnaie quitte à ce que l'euro perde 40% ou 50% de sa valeur. C'est sûr qu'après ça, on sera concurrentiels, avec des revenus à peine supérieurs à ceux d'un pays sous-développé, et un prix de la vie qui aura doublé.

N'est-ce pas de la folie ?

Eh bien ça dépend de quel point de vue vous regardez ça. Si vous voyez ça du point de vue de dirigeants dont l'objectif serait le bien de ses citoyens, c'est évident, mais croyez-vous réellement que l'objectif des patrons de nos dirigeants ne serait pas parfaitement en accord avec ce qu'amènera pareille situation ?

Vos dirigeants sont des marionnettes, et si vous ne vous réveillez pas, vous allez vous retrouver dans un monde qu'Orwell lui-même n'aurait pas imaginé dans ses pires cauchemars.

Philippe Huysmans  
Webmaster LeVilainPetitCanard

Articles Par : [Philippe Huysmans](#)

A propos :

Webmaster du Vilain Petit Canard, citoyen belge. Il vit en Belgique et exerce la profession d'Informaticien à Bruxelles.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)